



Un Comité interministériel des villes s'est tenu le 20 janvier 2009 à Matignon, autour du Premier ministre François Fillon, afin d'examiner la mise en œuvre des mesures de la dynamique Esprit banlieues. Les ministres ont présenté l'avancée des mesures et des actions dans leur domaine respectif. Nombre de mesures concrètes ont été examinées, en particulier dans les champs de l'éducation, de l'emploi, du désenclavement et de la sécurité. Après celui du 20 juin dernier, à Meaux, ce CIV était le deuxième rendez-vous interministériel depuis le lancement, il y a un an, de la dynamique Esprit banlieues par Fadela Amara. Le Comité interministériel des villes se réunira désormais plusieurs fois par an pour suivre, évaluer et corriger le cas échéant les évolutions de la dynamique engagée en faveur d'une amélioration des conditions de vie dans les quartiers de banlieue. **Pour télécharger le dossier de presse du CIV :** http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/DossierPres-CIV-20_janvier_2009_cle62d95c.pdf

En Martinique, les mesures du plan espoir banlieues commencent à être appliquées progressivement notamment sur le plan éducatif (accompagnement éducatif, cordées de la réussite, école de la deuxième chance, ...), sur la sécurité et prévention de la délinquance (renforcement de la vidéo protection, ...), sur le logement social ou encore la gestion urbaine de proximité (délégués de l'Etat,...). L'évaluation de la mobilisation des différentes directions ministérielles manque du temps nécessaire pour opérer les remontées sur l'application effective des mesures des services départementaux. Par ailleurs les mesures spécifiques sont à l'état d'expérimentation sur certains sites de métropoles ou ne seront appliquées que par la suite en Outremer (tel que le contrat d'autonomie).

Le GIP-DSU du Lamentin lance son appel à projets CUCS pour l'année 2009.

Les Partenaires signataires du Contrat Urbain de Cohésion sociale (CUCS) : la ville du Lamentin, l'Etat, la SI.MAR, le Sté martiniquaise d'HLM, la Sté OZANAM, l'Académie de Martinique, la CAF, lancent l'appel à projets 2009. Dernière phase d'un cycle de trois ans initié en 2007, ce dispositif doit permettre de mobiliser les compétences et le dynamisme de tous les acteurs de terrain intéressés par le traitement des problématiques affichées dans la convention-cadre au bénéfice des habitants des 14 quartiers prioritaires désignés:

Education, Développement local, Vie sociale et vie associative, Habitat et cadre de vie,

Piloté désormais par une structure juridique autonome : « le Groupement d'intérêt Public du Développement Social et Urbain », le CUCS, qui sera évalué en 2009 inscrit ses engagements dans la politique structurelle de la ville du Lamentin définie à travers le projet de ville n°2.

Les compétences thématiques et territoriales de l'équipe de maîtrise d'œuvre du GIP sont mises au service des opérateurs pour les aider au montage de leurs projets et leur apporter toutes les précisions utiles à la présentation de leur dossier.

En ligne, dans la rubrique actualités du Centre de ressources ville caraïbe : <http://www.villecaraibe.com/actualite.html> les documents présentant les orientations stratégiques locales, les critères et les modalités de sélection des projets ainsi que la fiche-projet...

Marièle IPHAINE Directrice du GIP/DSU Le Lamentin quartier Basse-Gondeau

05 96 50 85 57/Fax:05 96 56 17 64

miphaine@mairie-lelamentin.fr

www.espoir-banlieues.fr

Un grand forum associatif se tiendra le 6 février 2009 à Dreux dans le cadre de la dynamique « Esprit banlieue ».

Faisant suite à un premier événement organisé à Vaulx-en-Velin en janvier 2008, ce deuxième rendez-vous entend dresser un bilan et recueillir les propositions des différents acteurs impliqués dans la nouvelle politique de la ville: l'Etat, les collectivités locales, les associations, les entreprises, et bien entendu, les habitants eux-mêmes.

Voir le dossier de presse de l'ANRU Bilan et Perspectives 2009

http://www.anru.fr/IMG/pdf/Voies_Presse_22_janvier_2009.pdf

Grande loi pour la Sécurité prévue en 2009.

Michèle Alliot-Marie a dévoilé, lundi, les grandes lignes de son projet de loi d'orientation pour la sécurité intérieure sur fond de bilan mitigé des chiffres de la délinquance pour 2008.

Doté d'une enveloppe d'environ un milliard d'euros sur cinq ans, le texte sera destiné à moderniser les forces de police et de gendarmerie et accompagner le passage de cette dernière sous la coupe du ministère de l'Intérieur. Il comprendra aussi des mesures juridiques avec le renforcement de certaines sanctions (l'interdiction de stade passera ainsi de trois à six mois dès le premier fait constaté) ou dans le domaine de la vidéoprotection (assouplissement des règles de mise en œuvre). La vidéoprotection dont d'ailleurs la ministre a souligné qu'elle pouvait être une solution à l'aggravation du nombre de vols à main armée commis à l'encontre des commerces de proximité.

Pour visiter le site du Ministère de l'Intérieur sur cette loi et le Bilan 2008

<http://www.interieur.gouv.fr>

Séminaire sur Prévention de la délinquance : bonnes pratiques et coopérations, le CNV, le CIPC et la DIV . Le 11 février à la Mairie de Paris

Sondage du Frances Antilles sur la délinquance en Commune www.francesantilles.fr

Séminaire sur le SCOT de la CCNM le 6 Février au Centre de découverte des sciences et de la terre à Saint Pierre

Le président de l'OND (Observatoire National de la Délinquance) a annoncé également le lancement d'un portail de localisation de la criminalité baptisé "Cartocrime". Répertoriant les crimes et délits à l'échelle de la région et du département, il comportera des garde-fous pour éviter "son détournement" aux fins de palmarès des sites les plus criminogènes.

La Loppsi viendra par ailleurs généraliser un certain nombre d'expérimentations locales lancées en 2008, au premier rang desquelles les unités territoriales de quartier mises en place en Seine-Saint-Denis, à Toulouse et Marseille. L'objectif : une centaine d'UTEQ et 23 compagnies de sécurisation d'ici fin 2011. Un tiers le seront dès la fin 2009 (la moitié s'agissant des compagnies de sécurisation).

S'agissant des pré-plaintes en ligne expérimentées actuellement, elles feront l'objet d'une évaluation au printemps 2009 avant de décider ou non leur généralisation à l'ensemble du territoire. De même, les conférences de cohésion mises en place à Seine-Saint-Denis et réunissant policiers et habitants autour du préfet ont été étendues aux départements les plus sensibles. Cette volonté de dialogue se poursuivra au niveau du canton, partout en France. Michèle Alliot-Marie a en effet annoncé "au cours des tout prochains mois" des réunions cantonales où policiers et gendarmes pourront discuter avec la population. Objectif : faire remonter les besoins de la population lors de futures assises nationales. De quoi transformer Beauvau en "ministère moderne de la protection des Français".

Programmation 2009 du Centre de ressources

Validée par le Conseil d'administration du Centre de ressources le 15 décembre, la programmation prévisionnelle 2009 avec notamment comme axes prioritaires en plus de ses actions permanentes de qualification collective, d'accompagnement des acteurs de la politique de la ville et d'animation du réseau :

1. Appui à l'Évaluation des dispositifs et Observation des territoires
2. Accompagnement du Plan espoir Banlieues

3. Qualification et animation du réseau des acteurs de la prévention de la délinquance

4. Qualification collective et échanges de pratiques sur la rénovation urbaine

Les actions et projets en cours et déjà programmés :

-groupes de travail sur l'évaluation et cycle de qualification sur l'observation

- Appui et cycle de professionnalisation des adultes relais et la médiation,

-Cycle de qualification sur les politiques de jeunesse,

-Projet sur « images des quartiers prioritaires »

-Journées d'échanges sur les luttes contre les discriminations,

-Séminaire sur la politique de la ville et le développement durable.

1^{er} Prix de l'innovation sociale pour le CCAS de Trinité

Le CCAS de Trinité a concouru avec 127 autres CCAS pour son dispositif expérimental de « parrainage social » qui a permis la réinsertion de plusieurs bénéficiaires qui étaient en situation de grande exclusion sur son territoire.

Ce prix vient récompenser l'innovation de ce dispositif qui comporte un vrai travail d'animation de réseau d'accompagnants et de partenaires, de l'ingénierie sociale autour de liens de solidarité traditionnelle en faveur des bénéficiaires.

Personnes ressources : Mme G. GEGAL, Directrice des affaires sociales ; A. PARTEL, Responsable du Service municipal de Prévention et d'Insertion (SMPI) ; P. TELLE Vice –Présidente du CCAS.

Pour en savoir plus :

<http://www.unccas.org/banque/default.asp?id=973>



Parution d'un livre blanc pour développer l'entrepreneuriat social La date du 4 février 2009 marque le départ d'une vaste opération visant à faire changer d'échelle l'entrepreneuriat social. Il s'agit de réunir une centaine d'entrepreneurs sociaux, de tous secteurs et de tous territoires, au Salon des Entrepreneurs de Paris, autour de la publication d'un livre blanc pour développer l'entrepreneuriat social et plus largement, autour d'une volonté commune d'agir pour que l'entrepreneuriat social change d'échelle. Ce livre blanc propose une vision et un plan d'action pour développer l'entrepreneuriat social (nouvelles alliances, nouveaux outils, nouvelles propositions...) Il présente également 15 premières initiatives sur lesquelles les uns et les autres peuvent s'engager. Cette publication s'adresse en priorité aux entrepreneurs sociaux existants ou potentiels. Elle vise aussi les autres acteurs du développement de l'entrepreneuriat social : réseaux de l'ESS et de la création d'entreprise, financeurs, collectivités, etc. Enfin, elle s'adresse aux médias.

Pour télécharger ce document :

<http://www.localtis.info/servlet/BlobServer?blobcol=urldata&blobtable=MungoBlobs&blobkey=id&blobwhere=1233293544776&blobheader=application%2Fpdf>

A lire sur La ville de demain

La ville de demain s'imagine aujourd'hui. En rapprochant hommes, technologies, territoires, institutions et entreprises, de nouveaux acteurs veulent inciter les municipalités à davantage d'innovation. Trois expérimentations, quatre ouvrages et des forums régionaux devraient les y aider en 2009.

Pour visiter les sites internet de ces expérimentations :

<http://www.urbanmobs.fr/fr/france/>

<http://www.villes2.fr/>

http://www.fing.org/jsp/fiche_pagelibre.jsp?STNAV=&RUBNAV=&CODE=63613159&LANGUE=0&RH=

Et notamment sur l'innovation sociale en temps de crise
« An tan l'amiral... »

<http://www.la27eregion.fr/L-Europe-et-l-innovation-sociale>

Etude sur les expérimentations sociales en Europe de M. JOUEN http://www.notre-europe.eu/uploads/tx_publication/Etud66-MJouen-Experimentations-sociales-fr.pdf

A lire Jeunesse en difficulté et innovation sociale THESE DE DOCTORAT UNIVERSITE LILLE 3 par Catherine TOURRILHES Directeur de thèse : Maria VASCONCELLOS
<http://documents.univ-lille3.fr/files/pub/www/recherche/theses/tourrilhes-catherine/html/these.html>

Et Surtout le site de Centre de Recherche sur les Innovations Sociales (CRISES). Organisation québécoise avec des publications et études téléchargeables :
<http://www.crisis.uqam.ca/pages/fr/Publications.aspx>

Développement durable et politique de la ville

« Politique de la ville et développement durable des interactions à construire » Actes de la rencontre du 22 novembre 2007 des 4 Centres de ressources Politique de la ville d'Île de France.

En quoi le développement durable peut-il favoriser la réduction des inégalités sociales et territoriales et constituer un levier au service d'un projet de développement à l'échelle d'une ville ou d'une agglomération ? Comment peut-il contribuer à la réalisation d'enjeux partagés avec la politique de la ville : qualité du cadre de vie, création d'emplois, mobilisation des habitants, mobilité territoriale... ?

Co-édité par le Centre de ressources politique de la ville en Essonne, la Délégation à la politique de la ville et à l'intégration de la ville de Paris, le Pôle de ressources départemental Ville et Développement social du Val d'Oise et Profession Banlieue
Pour télécharger l'ouvrage : http://www.professionbanlieue.org/gestion/pub/image_tel/pbdevelopopt%20durable.pdf

« La politique de la ville : une trajectoire de développement urbain durable ? », Ari Brodach et Mélanie Goffi, *Développement durable et territoire*, Pour télécharger cet article <http://developpementdurable.revues.org/document1493.html>.

« La politique de la ville en France valorise une approche stratégique multiforme des difficultés urbaines, dans une démarche de participation des habitants. La similitude de ses objectifs avec ceux du développement durable est frappante. Il apparaît dès lors pertinent d'engager notre réflexion sur la politique de la ville comme une stratégie de développement durable des quartiers en difficultés. Nous proposons ainsi à travers cet article un essai de définition du quartier en développement durable, tant dans son concept que dans sa mise en œuvre, en nous basant d'une part sur l'analyse de la démarche de participation dans la politique de renouvellement urbain en France, et d'autre part sur la représentation du territoire comme un écosystème. »

« Pour une approche systémique du développement durable », Christine Voiron-Canicio, Pour télécharger cet article : <http://developpementdurable.revues.org/document261.html>

Cet article relève tout d'abord quelques faiblesses et dysfonctionnements dans les actions menées en faveur du développement durable et en analyse les causes. L'une des raisons majeures tient au fait que la durabilité urbaine est encore trop souvent traitée de manière sectorielle sans se soucier des interdépendances spatiales des systèmes urbains et des systèmes territoriaux avoisinants. La deuxième partie analyse la durabilité sous l'angle opérationnel. Elle propose des méthodes, de modélisation notamment, qui permettent de comprendre le fonctionnement d'un système urbain durable.

Pour télécharger le dossier : Approches territoriales du Développement Durable du site internet revues.org :
<http://developpementdurable.revues.org/sommaire105.html>

A lire sur le site internet du Conseil Général, les éléments de diagnostics, les ateliers, les conférences et les axes stratégiques de l'agenda 21 :

http://www.cg972.fr/site/telechargement/pdf/agenda21_diagnostic_externes.pdf

<http://www.cg972.fr/site/html/evenements.php?rubrique=124>

Contrat local de Santé. Une circulaire conjointe de la ministre de la santé et de la secrétaire d'état chargée de la politique de la ville (datée du 20 janvier 2009) propose de consolider les dynamiques territoriales de santé au sein des CUCS par l'élaboration de contrats locaux de santé avec les agences régionales de santé. En conformité avec ce qu'annonçait le Plan espoir Banlieues. Pour télécharger la circulaire sur le site de l'IRDSU <http://www.irdsu.net/IMG/pdf/CirculaireContratslocauxdesante200109.pdf>

Appel à projets du GRSP jusqu'au 20 mars prochain, demande de subvention au Groupement régional de santé publique (GRSP) de Martinique. Ces subventions s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du Plan régional de santé publique (PRSP) et viennent soutenir des actions de prévention. La demande de subvention s'obtiendra en ligne www.subventionenligne.fr. Le Comité d'éducation pour la santé de Martinique propose pendant la période d'ouverture de l'appel à projets, un accompagnement aux promoteurs potentiels. **Contacts : 0596 638262**

La HALDE publie un sondage sur la scolarisation des enfants handicapés (2 décembre 2008). La scolarisation des enfants handicapés a-t-elle progressé depuis la loi du 11 février 2005 ? Les acteurs concernés se donnent-ils les moyens de scolariser les enfants handicapés en milieu ordinaire ? Comment se passe la scolarisation effective de ces enfants ?

Pour télécharger le sondage en synthèse :

http://www.halde.fr/IMG/pdf/Synthese_Sondage_handicap.pdf

Rappel : Qu'est ce qu'une discrimination ? Une discrimination est une inégalité de traitement fondée sur un critère prohibé par la loi, dans un domaine visé par la loi.

Quels sont les principaux critères prohibés par la loi ? 18 critères de discriminations sont prohibés par la loi : âge, sexe, origine, situation de famille, orientation sexuelle, mœurs, caractéristiques génétiques, appartenance vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race, apparence physique, handicap, état de santé, état de grossesse, patronyme, opinions politiques, convictions religieuses, activités syndicales.

Crise en Guadeloupe...

Message d'Yves Jégo, Secrétaire d'Etat chargé de l'Outre-Mer, aux Guadeloupéens - Mercredi 28 janvier 2009

<http://www.outre-mer.gouv.fr/>

Pour en savoir plus

<http://www.caribcreole1.com/news/guadeloupe/1,882,23-01-2009-4e-jour-d-une-guadeloupe-en-crise-.html>

<http://www.caribcreole1.com/breves.php>

Culture Festival KAS'KOD (Kassé Kod' la) des musiques de résistances du 29 au 1^{er} février au Prêcheur

Avec notamment des artistes martiniquais et internationaux, des projections de films, des expositions artisanales et d'arts, une conférence sur l'insertion par la culture avec la présence de l'artiste Youssou N' DOUR et les partenaires de l'insertion, un master class laso té, etc... Programme et infos : <http://www.kaskodfestival.net/>

http://www.lemonde.fr/culture/article/2009/01/28/l-epanouissement-du-jazz-creole-gagne-l-olympia_1147641_3246.html

<http://www.internetactu.net/2009/01/12/comment-la-ville-nuit-elle-a-notre-carreau/>

Documentation disponible au Centre de ressources

Guides méthodologiques, articles de presse et de recherches, études, diagnostics de quartiers, anciens contrats de ville et DSQ, ...synthèses et évaluation



Dictionnaire des solidarités

Auteur(s) : Pierre Ansay & Alain Goldschmidt
Co-éditeur(s) : EVO (Belgique)

Une sélection de mots révélateurs de la notion de solidarité. Présentation détaillée de concepts, d'exemples de texte de références, d'initiatives.



Les médiations du travail social
Contre l'exclusion, (re)construire les liens

Auteur(s) : Marie-France Freynet
Nombre de pages : 304

L'évolution du travail social, sa place, ses outils face au développement de l'exclusion, de la pauvreté et à la détérioration du lien social. Enrichir sa pratique.



Centre de ressources Ville caraïbe propose des lieux de qualification collective, de formation-action, de documentation des acteurs du développement social urbain. contact@villecaraibe.com 0596 686452